

Newsletter

Médias et pouvoir sur l'opinion

Pour un paysage médiatique à la hauteur de la démocratie suisse

■ Par Manuel Puppis et Brigitte Hofstetter*

Les médias sont essentiels au bon fonctionnement de la démocratie. Or le paysage médiatique suisse se trouve en pleine restructuration. La numérisation est l'un des facteurs à l'origine de cette transformation. Aujourd'hui, les médias sont de plus en plus consultés en ligne ou sur des appareils mobiles. Avec les réseaux sociaux et les machines de recherche, l'interaction entre les médias, la politique et la population se modifie. Et des maisons d'édition traditionnelles se voient confrontées à de nombreux défis. C'est pourquoi TA-SWISS a lancé l'étude « Medien und Meinungsmacht » (« Médias et pouvoir de l'opinion »).

Cette étude a un grand retentissement dans la branche des médias et dans le monde politique. Manifestement, la transformation des médias et la recherche à ce sujet sont perçues et prises au sérieux. Ceci tient aussi au fait que des décisions importantes sont attendues au cours des mois à venir. Le rôle de la SSR dans la société numérique fait l'objet de négociations, et une éventuelle adoption de l'initiative « No Billag » en votation populaire signifierait la fin du service public. Des médias privés ont de la peine à se financer sur le marché. Et les travaux pour une nouvelle loi sur les médias ont commencé.

Voici, en résumé, ce que montrent les résultats de l'étude :

- Des questions semblables préoccupent médias, politique et population – aussi à l'ère numérique. Les médias classiques sont plus équilibrés que les médias sociaux.
- Les moteurs de recherche et les réseaux sociaux deviennent de plus en plus importants pour s'informer. Mais les articles affichés ou accessibles par un lien sont produits par des médias traditionnels.
- En raison de la baisse des recettes, la pression sur les coûts reste élevée dans le domaine du journalisme. En outre, de nouvelles formes de publicité et la diversification des médias impliquent le danger d'influences commerciales sur les contenus journalistiques.

La numérisation offre de nombreuses opportunités à la démocratie et au journalisme. Les « nouveaux » médias élargissent les possibilités de débat et d'engagement politiques – cependant, le journalisme reste central pour la démocratie. Les critères de sélection et l'équilibre journalistiques sont des valeurs importantes qu'il convient de promouvoir face aux « fake news », aux RP en ligne et à la sélection purement commerciale au moyen d'algorithmes. Grâce à la numérisation, le journalisme trouve de nouvelles formes multimédiales de présentation et de narration – mais il est coûteux.



Commentaire invité par
Matthias Aebischer, Conseiller national

Une étude aux retombées politiques

Il y a seulement dix ans, la nouvelle étude mandatée par la fondation TA-SWISS, « Medien und Meinungsmacht » (« Médias et pouvoir de l'opinion »), aurait suscité peu d'attention. Tout semblait en ordre dans le paysage médiatique suisse. Les maisons d'édition gagnaient beaucoup d'argent avec leurs journaux, les radios et télévisions privées déposaient leur candidature pour obtenir une quote-part de la redevance et la SSR étoffait son offre. Aujourd'hui, il en va tout autrement. Les recettes publicitaires des journaux payants ont diminué de moitié, et à la session de printemps, le Conseil national débattait au sujet de la SSR et du rapport du Conseil fédéral sur le service public. A ceci s'ajoute que le peuple suisse votera prochainement sur la suppression de la redevance et donc indirectement sur la disparition de la SSR.

La situation sur le marché suisse des médias est explosive

Evidemment, tous les acteurs essaient d'interpréter l'étude à leur avantage. Qui est favorable à un service public fort se réjouit, par exemple, que l'étude recommande d'inclure la presse écrite et en ligne parmi les bénéficiaires de l'aide aux médias privés. La télévision et radio privées ne reçoivent-elles pas aujourd'hui déjà une part de la redevance ! Les mêmes personnes souscrivent également à l'idée que la SSR devrait pouvoir exercer sans restrictions ses acti-

Suite commentaire invité

vités sur le web. Les propriétaires des journaux payants mettent l'accent sur une autre recommandation de l'étude – à savoir que la SSR pourrait renoncer à la publicité et au sponsoring. Les maisons d'édition aiment aussi la conclusion selon laquelle les investissements dans de nouvelles technologies, réalisés grâce à des fonds publics, doivent profiter à tous. En clair : tous les éditeurs devraient pouvoir se joindre à pied d'égalité à Admeira, l'alliance publicitaire développée par Swisscom, la SSR et Ringier.

La suppression d'un quart du budget de la SSR serait fatale

A l'exception du renoncement à la publicité dans les programmes de la SSR, j'adhère à toutes les recommandations de l'étude. La suppression des 400 millions de francs de la publicité priverait d'un jour à l'autre la SSR d'un quart de ses entrées financières. Ceci serait dangereux et ne va manifestement pas dans le sens des auteurs de l'étude qui attestent à la SSR une fonction importante en tant que média équilibré et de haute qualité.



Medien und Meinungsmacht. Manuel Puppis, Michael Schenk und Brigitte Hofstetter (Eds.) Publié par TA-SWISS, Fondation pour l'évaluation des choix technologiques aux Editions «vdf Hochschulverlag an der ETH Zürich», 2017.

Disponible en librairie (ISBN 978-3-7281-3792-0) ou téléchargeable sur : www.vdf.ethz.ch

Egalement disponible: « Médias et démocratie à l'ère du numérique », un résumé présentant les principaux résultats et recommandations de l'étude. Vous pouvez le télécharger gratuitement sur notre site (www.ta-swiss.ch) ou commander la brochure imprimée auprès de info@ta-swiss.ch



Suite de la page 1 (Pour un paysage médiatique à la hauteur de la démocratie suisse)

Aussi important qu'il soit, on voit mal comment il devrait se financer sur le marché. Cette crise des médias ne peut pas être simplement ignorée.

En conséquence, l'étude recommande un programme d'infrastructure en matière de journalisme. Ceci implique entre autres un engagement des médias contre le mélange des intérêts journalistiques et commerciaux, des mesures visant à renforcer la compétence médiatique, ainsi qu'un encouragement direct des médias privés, entièrement indépendant de l'Etat, et un service public fort, mais sans publicité, autorisé à mener sans restrictions des activités vidéo et audio en ligne.

Alors que la démarche scientifique et les résultats de l'étude ne sont pas contestés, les recommandations tirées de ces derniers donnent lieu à discussion. Celles qui plaisent ou qui déplaisent diffèrent selon les entreprises et le camp politique. Et il est bon qu'il en soit ainsi. Premièrement, cela montre que l'étude est indépendante de groupes d'intérêts et d'idéologies. Deuxièmement, il apparaît clairement que l'équipe de recherche n'a pas craint de s'exprimer sans ambiguïté. Des résultats scientifiques peuvent être une base importante pour des décisions politiques et nous espérons que nos recommandations contribueront à un débat constructif. Car en définitive, il s'agit d'obtenir un paysage médiatique diversifié, qui soit à la hauteur de la démocratie suisse.

**Manuel Puppis est professeur en systèmes et structures des médias au Département des sciences de la communication et des médias DCM de l'Université de Fribourg.*

Brigitte Hofstetter, lic.rer.soc, est collaboratrice scientifique et assistante au DCM.

Principaux résultats et recommandations de l'étude de TA-SWISS :

- A l'ère d'Internet aussi, les démocraties restent tributaires des prestations journalistiques du secteur de médias. Etant donné la transformation à laquelle le paysage médiatique est soumise, un programme d'infrastructure en faveur du journalisme est nécessaire de toute urgence. Les médias privés (online et offline) prêts à investir dans leur rédactions, méritent d'être soutenus.
- Il faut veiller à conserver un fournisseur de service public indépendant. Pour atteindre un jeune public, celui-ci devrait pouvoir intervenir en ligne sans restrictions et diffuser des offres innovantes aux formats vidéos et audio. En contrepartie, une renonciation à la publicité et au sponsoring est envisageable.
- Les médias d'informations doivent renforcer l'interaction avec les citoyens sur le plan du contenu et au niveau structurel.
- L'Etat doit prendre les mesures politiques adéquates pour garantir que toutes les organisations médiatiques aient un accès adéquat, non-discriminatoire et à chances égales aux technologies nécessaires à leur travail. Dans ce domaine, la SRG SSR, financé par des fonds publics, est appelée à proposer des coopérations aux médias privés.
- Les institutions dans le domaine de la formation ainsi que les fournisseurs de service public doivent garantir une éducation aux médias l'ensemble des citoyens. Ceux-ci doivent être capables d'évaluer la qualité et la valeur des offres médiatiques.
- Les médias, et tout particulièrement les «nouveaux médias», devraient adopter un code de conduite qui exclut le mélange d'intérêts journalistiques et commerciaux et garantit la divulgation transparente des rapports de propriété et d'éventuels intérêts d'ordre financier. La transparence devrait également être de mise en ce qui concerne la collecte et l'utilisation de données.

L'étude «Medien und Meinungsmacht» (Médias et pouvoir sur l'opinion) a été menée par un groupe de projet composé de scientifiques des Universités de Fribourg, Lausanne et Zurich sous la direction Manuel Puppis et Michael Schenk de l'Université de Fribourg. L'Office fédéral de la communication (OFCOM) a participé au financement de l'étude mais n'a pas participé à la définition de son contenu.



Editeur

TA-SWISS

Fondation pour l'évaluation
des choix technologiques
Brunngasse 36
CH-3011 Berne
Tél. +41 31 310 99 60
Fax +41 31 310 99 61
E-Mail info@ta-swiss.ch

Rédaction: Christine D'Anna-Huber

Mise en pages: Hannes Saxer, Berne

Textes: Matthias Aebischer, Christine D'Anna-Huber,
Brigitte Hofstetter, Manuel Puppis

Tirage: allemand 3200 ex., français 1100 ex.
Diffusion électronique: allemand 2400; français 500
Paraît 4 fois par an



Call for papers extended

The 3rd European Technology Assessment Conference will take place at the University College Cork (UCC) in Ireland on May 17th -19th 2017.

Under the title «New technologies and societal challenges: Bridging the worlds of science, society & policy making» the conference aims to discuss how technology assessment and related activities such as science and technology studies, responsible research and innovation (RRI), public engagement, and foresight can contribute to knowledge-based policy-making, to engage policymakers and other stakeholders in this endeavour, and to learn from each other's perspectives.

We look forward to seeing you at the European Technology Assessment Conference 2017 in Cork!

Please note that the Call for papers has been extended and is open until the 14th February 2017.

More details on the programme and conference sessions here: <https://cork2017.technology-assessment.info/>



TA-SWISS réalise
des études
prospectives,
indépendantes
et interdiscipli-
naires en matière
d'évaluation des
choix technolo-
giques à l'intention
des décideurs
politiques, écono-
miques et sociaux.
Ces études met-
tent en évidence
les chances et les
risques qui décou-
lent de nouvelles
technologies
potentiellement
controversées et
servent ainsi de
bases de décision.

Stiftung für Technologiefolgen-Abschätzung
Fondation pour l'évaluation des choix technologiques
Fondazione per la valutazione delle scelte tecnologiche
Foundation for Technology Assessment



Nous recherchons pour l'automne 2017 ou pour
une date à convenir à Berne un/une

directeur/directrice (80–100%)

Profil :

- Formation universitaire complète.
- Un doctorat ou des études complémentaires sont souhaités.
- Lien avec le champ d'étude spécifique de TA-SWISS.
- Expérience de la gestion de projet, des finances et du personnel.
- Aptitude à négocier en allemand, français et anglais.

Vous trouverez la description détaillée du poste sous
www.ta-swiss.ch.

Monsieur Sergio Bellucci, directeur de TA-SWISS,
répondra volontiers à vos questions (031 310 99 66).

Veillez envoyer votre dossier de candidature
jusqu'au 17 février 2017 sous forme électronique à
info@ta-swiss.ch – adressée à Monsieur Peter Bieri,
président du Conseil de fondation de TA-SWISS,
Brunngasse 36, 3011 Berne.

Mise au concours d'une étude au sujet de l' « Edition génomique »

Les méthodes d'édition génomique permettent de modifier de façon ciblée des séquences de gènes, de les supprimer ou d'insérer avec précision de nouveaux éléments constitutifs dans le patrimoine génétique. Grâce à la technique CRISPR-Cas9, disponible depuis quelques années, de telles modifications peuvent être effectuées de manière comparativement simple et avec une grande précision – dans des bactéries et des plantes, aussi bien que chez des animaux et des êtres humains.

TA-SWISS met au concours une étude interdisciplinaire qui évaluera les opportunités et les risques de l'édition génomique. Vous trouverez toutes les formations et les documents concernant cette mise au concours sous www.ta-swiss.ch.

Délai d'inscription : 17 mars 2017

